



Le Centre de politique culturelle de l'Université de l'École d'art et de design de l'Ontario (UÉADO)

Mémoire présenté au ministère du Patrimoine canadien dans le cadre de la consultation sur les programmes de soutien aux nouvelles et aux magazines

28 avril 2026

Pour plus d'informations :

Miriam Kramer
Directrice générale, Relations gouvernementales et politiques publiques, UÉADO
mkramer@ocadu.ca

Préparé par :

Clara Godbillon-Vasseur
Conseillère en politiques, Centre de politique culturelle
cgodbillonvasseur@ocadu.ca

Hamidreza Sheshjavani
Conseiller en politiques, Centre de politique culturelle
shamidreza@ocadu.ca

Université de l'École d'art et de design de l'Ontario (UÉADO/OCADU)

100, rue McCaul,
Toronto ON M5T 1W1
culturalpolicyhub@ocadu.ca

L'Université de l'École d'art et de design de l'Ontario (UÉADO) reconnaît les territoires ancestraux des Mississaugas of the Credit, des Haudenosaunee, des Anishinaabeg et des Huron-Wendat, qui sont les gardiens et les intendants de la terre sur laquelle nous vivons, travaillons et créons.

À propos de l'Université de l'École d'art et de design de l'Ontario (UÉADO)

L'Université de l'École d'art et de design de l'Ontario (UÉADO/OCADU) est la plus ancienne, la plus importante et la plus influente université d'art et de design du Canada. Elle est située au centre-ville de Toronto depuis 1876. Plus de 4 500 étudiants suivent l'un de nos 17 programmes de premier cycle et sept programmes de deuxième cycle. Nous sommes renommés dans les domaines de l'art, du design, des médias numériques, de la recherche et de l'innovation, et nos cours sont dispensés par certains des meilleurs spécialistes dans leur domaine. Les étudiants bénéficient d'un apprentissage pratique en studio dans de petites salles de classe et ont accès à des ateliers et des studios à la fine pointe de la technologie.

Nos étudiants acquièrent des compétences très recherchées sur le marché du travail et poursuivent leur carrière dans tous les secteurs imaginables, notamment l'animation, le design, le cinéma, l'illustration, l'édition, l'urbanisme et les arts visuels. L'UÉADO enseigne à ses étudiants à innover et à résoudre les grands problèmes de notre époque. Nos diplômés comblent le déficit de compétences dans de nombreux secteurs différents, notamment l'industrie manufacturière, la finance, l'automobile, les industries créatives et la technologie. Nous leur transmettons les compétences transférables, l'esprit d'innovation et la créativité qu'exige l'économie technologique actuelle en pleine évolution.

À propos du Centre de politique culturelle

Le Centre de politique culturelle de l'UÉADO est un partenariat qui facilite et développe les capacités du secteur artistique et culturel en ce qui a trait à l'élaboration de politiques, la recherche, l'analyse de données, l'innovation des programmes, ainsi que la mobilisation et l'échange de connaissances. Le Centre est une plateforme nationale bilingue qui crée des communautés de pratique entre chercheurs, décideurs politiques, artistes et créateurs issus des milieux universitaires, gouvernementaux, privés et à but non lucratif au Canada. Il soutient la prise de décisions en matière de politique culturelle, tant au niveau local que national, et est un partenaire dans les questions de politique publique qui font intervenir les secteurs culturels.

Contexte et introduction

Le présent mémoire rend compte des travaux de recherche existants, des pistes stratégiques et des recommandations formulés en réponse à la consultation menée par le ministère du Patrimoine canadien (PCH) et identifie des partenaires possibles pour le PCH sur chacune de ces questions.

De 2024 à 2026, le Centre de politique culturelle a collaboré avec des praticiens du secteur, des chercheurs et des décideurs pour élaborer ces orientations et les rapports dont les liens figurent ci-dessous (le calendrier de ce processus est présenté à l'annexe A).

Dans le cadre de cette initiative, le Centre a mené des travaux de recherche et organisé des rencontres avec plus de 50 responsables de médias indépendants, bailleurs de fonds, chercheurs, philanthropes, journalistes et décideurs politiques lors de divers forums et rassemblements. Il a travaillé en collaboration directe avec la Fondation Inspirit, la Fondation Rideau Hall, Indiegraf, le Local News Research Project, l'Université Concordia, le PhiLab de l'Université du Québec à Montréal, ainsi que le Collectif canadien de journalisme (CCJ-CJC), une entité créée à la suite d'une rencontre organisée par le Centre lors du sommet DemocracyXChange 2024.

Deux rapports ont vu le jour grâce à ces partenariats : un [rapport d'atelier proposant des idées sur l'état du secteur et des solutions stratégiques et des mesures possibles](#), ainsi qu'une étude menée par l'Université Concordia et le PhiLab de l'UQAM, avec le soutien du Centre, sur le rôle que les fondations communautaires et autres peuvent jouer dans le soutien à l'information locale et au journalisme, intitulée « [In Defense of the Local: How Community Foundations across Canada are Supporting Local News, and how this can Grow into a Movement](#) ».

Ce mémoire est issu de la consultation ciblée menée par le PCH afin d'orienter l'avenir des mécanismes de soutien direct aux nouvelles et aux magazines. Il vise à répondre aux questions suivantes, posées dans le Guide de discussion de PCH « Dialogue sur les nouvelles et les magazines » :

1. « Parmi les mesures de soutien direct offertes actuellement, quels aspects ont eu le plus d'impact? (...) Selon vous, qui a accès au soutien et qui ne l'a pas? Que changeriez-vous au sujet des mesures de soutien actuelles? »
2. « Supposant que l'investissement du gouvernement dans le soutien au secteur des nouvelles n'augmentera pas, comment pourrait-on changer ou réorienter les systèmes de soutien afin de maximiser l'utilisation du financement actuel? Ou pour mieux refléter l'état évolutif de l'industrie? »
3. « Quels changements seraient nécessaires pour obtenir plus de soutien d'organismes philanthropiques ou de dons? »
4. « Y a-t-il d'autres enjeux concernant l'intelligence artificielle et les mesures de soutien aux nouvelles que vous aimeriez aborder? »
5. « Quelles mesures de soutien gouvernementales sont nécessaires pour assurer un avenir durable? »

1. Effets et limites du soutien financier direct actuellement disponible

[L'évaluation 2019-2022 de l'Initiative pour le journalisme local \(IJL\) réalisée par le ministère du Patrimoine canadien](#) (PCH) a montré que l'IJL atteignait deux de ses objectifs immédiats : renforcer les capacités journalistiques dans les communautés mal desservies et améliorer l'accès aux informations dans les communautés à l'échelle du Canada.

Les conclusions de cette évaluation concordent avec les commentaires des médias locaux recueillis par le PCH et le Centre. Ces commentaires indiquent que la couverture médiatique des affaires civiques ne s'est pas améliorée autant que celle des questions communautaires. De nombreux acteurs concernés affirment que l'IJL n'atteint pas pleinement son objectif de soutien au journalisme civique original. Les chercheurs en communication et les évaluations du PCH ont également mis en évidence un autre problème : le manque de données fiables pour étayer l'analyse et la prise de décisions dans le secteur du journalisme.

Bien que l'IJL présente des limites, elle a également donné des résultats dans les zones de « pauvreté de l'information » (zones où l'accès aux informations locales est limité) à un faible coût administratif.

D'après les commentaires des participants aux réunions du Centre et l'évaluation du PCH, l'IJL n'a en revanche pas été aussi efficace dans les « déserts d'information » (zones sans accès aux informations journalistiques locales) en raison des facteurs suivants :

- le manque de médias admissibles, lié en partie à l'exigence selon laquelle les médias doivent disposer d'un certain nombre d'employés à temps plein;
- la charge administrative liée à la nécessité de renouveler la demande de financement chaque année;
- la difficulté ou le manque de capacité à recruter et former des journalistes chargés de couvrir les affaires civiques dans les communautés rurales.

Le Centre a proposé les solutions suivantes pour remédier à ces problèmes, en se basant sur les travaux de recherche et les commentaires recueillis lors de réunions avec les dirigeants du secteur :

- prolonger la durée du financement de l'IJL d'un à trois ans afin de faciliter le recrutement et la formation des journalistes et de réduire les charges administratives;
- élargir les critères d'admissibilité afin d'inclure les médias qui ne disposent pas de personnel à temps plein, à condition qu'ils puissent prouver leur intention de couvrir les questions civiques dans les zones mal desservies par les médias;
- inclure le secteur du journalisme dans tout fonds futur de formation à l'IA du gouvernement canadien;
- collaborer avec les organes de presse pour soutenir la création d'un institut de formation au journalisme communautaire afin d'offrir une formation et un mentorat ciblés et d'élargir le bassin de journalistes qualifiés pouvant être recrutés par l'intermédiaire de l'IJL;
- soutenir les médias locaux dans la diversification de leurs sources de financement;
- améliorer la collecte de données et la recherche sur le journalisme afin d'éclairer la prise de décisions concernant l'IJL et de la rendre plus efficace.

2. Comment accroître l'effet des systèmes de soutien existants et les adapter à mesure que le secteur des nouvelles évolue

Pour améliorer son soutien au secteur du journalisme, le PCH a besoin de données permettant de suivre l'évolution de l'industrie et de mieux évaluer l'efficacité de ses politiques — des données comparables d'une année à l'autre concernant la consommation d'informations, les bénéficiaires des différentes formes de financement public et privé, les caractéristiques démographiques des journalistes, la viabilité financière des médias d'information, l'interaction entre le statut d'organisation journalistique qualifiée (OJQ) et ces facteurs, etc.

L'évaluation de l'Initiative pour le journalisme local (IJL) réalisée en 2019-2022 par le PCH souligne elle-même que l'absence de données quantitatives solides sur les contenus et les médias journalistiques au pays constitue un obstacle.

Aux États-Unis, les chercheurs ont produit une abondante documentation analysant l'état et la portée des médias d'information, fournissant ainsi des données que les philanthropes pourraient utiliser pour justifier leur soutien aux organes de presse. En revanche, le débat public sur le journalisme au Canada manque de perspective historique et de données, un problème de longue date pour les spécialistes des médias, les défenseurs des nouvelles locales et les responsables de la planification stratégique du secteur.

En 2000, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a créé le [Consortium canadien de recherche sur les médias](#) (CCRM) afin de remédier à ce problème. Financé par Bell Canada Enterprises (BCE), le CCRM [n'a pas réussi à répondre aux attentes](#) et a cessé ses activités en 2011, le CRTC n'ayant pas prolongé sa subvention de sept ans qu'il lui avait accordée. Le CCRM a toutefois confirmé la nécessité d'approfondir la recherche dans les domaines suivants :

- l'évolution des usages des médias à l'ère numérique;
- les nouvelles formes de médias;
- la propriété et la consolidation des médias;
- les médias et la diversité;
- l'évaluation des politiques relatives aux médias.

Plusieurs projets de recherche, passés et actuels, ciblent divers aspects de l'écosystème des médias d'information et ont fourni des données essentielles, comme le [Local News Research Project](#), une initiative indépendante dirigée par la chercheuse et professeure April Lindgren de l'Université métropolitaine de Toronto. Cette initiative recense l'emplacement et le nombre de médias locaux dans les collectivités partout au Canada et est l'une des principales sources de données sur lesquelles se sont appuyées les récentes politiques relatives aux médias d'information. Si les projets de recherche tels que celui mené par la professeure Lindgren revêtent une importance cruciale, ils manquent souvent d'accès aux données précises nécessaires pour évaluer pleinement les besoins en matière de politiques et les répercussions des programmes dans ce secteur. Dans certains cas, ce manque s'explique parce que les données sont protégées par des droits de propriété; dans d'autres, c'est simplement parce que ces données n'existent pas.

Les parties prenantes se déclarent favorables à la création d'un institut canadien de recherche sur le journalisme, qui serait mis en place en collaboration avec partenaires provenant du gouvernement, du secteur privé et du secteur philanthropique et avec le soutien.

Les partenaires de l'industrie et du milieu universitaire envisagent la possibilité, pour le Local News Research Project, le CCJ-CJC, les fondations communautaires et les collectifs de presse, de créer un institut de collaboration hébergé dans un établissement d'enseignement supérieur (en s'inspirant du [Reuters Institute for the Study of Journalism](#), hébergé par l'université Oxford et financé principalement par la Fondation Thomson Reuters). Un tel institut aurait pour objet de fournir une analyse fondée sur des données probantes de l'état du journalisme au Canada afin de soutenir l'élaboration et l'évaluation de stratégies et de politiques. La création d'un tel institut pourrait présenter les avantages suivants :

- recueillir les mêmes données d'une année à l'autre pour soutenir l'évaluation des politiques et cerner de nouveaux besoins ;
- comprendre les nouvelles tendances du paysage médiatique à mesure que les médias numériques évoluent et transforment les habitudes de consommation de l'information;
- fournir des données factuelles au secteur privé et aux fondations sur la portée de la présence des médias d'information dans une région;
- produire des ressources éducatives fondées sur des données probantes afin de favoriser un journalisme de meilleure qualité, capable de toucher un public plus large grâce à des médias plus viables financièrement.

Selon ses travaux de recherche sur les instituts de recherche en journalisme existants, le Centre a élaboré quelques lignes directrices possibles pour la création future de cet institut canadien :

- mettre en place un modèle de gouvernance doté d'un comité de direction reflétant la diversité du secteur;
- encourager les fondations et les collectifs médiatiques à financer l'institut, garantissant ainsi un modèle de revenus diversifié, tant public que privé;
- permettre aux institutions de parrainer des projets de recherche particuliers qui les intéressent;
- garantir la transparence de l'utilisation des fonds et élaborer une politique claire visant à limiter les conflits d'intérêts.

Un partenariat entre le Local News Research Project et le PCH est en cours, ce qui devrait permettre d'améliorer la collecte et l'analyse des données sur les médias locaux au Canada.

3. Tirer parti du soutien du secteur philanthropique

Pourquoi le journalisme local est important pour les fondations communautaires et philanthropiques

Les sondages révèlent que [la confiance dans le journalisme](#) est en baisse, comme l'a montré une étude publiée dans le Canadian Journal of Political Science, selon laquelle [les Canadiens ont tendance à se tourner vers des informations compatibles avec leurs convictions idéologiques et partisans.](#)

[Deux millions et demi de Canadiens n'ont pratiquement aucun accès aux actualités locales](#), ce qui laisse un vide comblé par des informations erronées provenant de sources moins crédibles. Un Canadien sur trois continue de se fier à Facebook et Instagram pour s'informer sur la

politique et l'actualité canadiennes, [malgré l'interdiction par Meta des médias d'information canadiens](#) sur ses plateformes. Ces plateformes exposent les lecteurs à de la désinformation (dont une grande partie est générée par des robots d'IA) et placent ce contenu aux côtés de celui de médias internationaux plus crédibles. De plus, les algorithmes des plateformes de réseaux sociaux renforcent les opinions des Canadiens en leur présentant davantage de contenus semblables à ceux avec lesquels ils interagissent et en limitant leur accès à différentes opinions.

Compte tenu de la montée de la désinformation en ligne, l'accès aux actualités canadiennes, en particulier aux actualités locales, devient de plus en plus important. Les médias locaux constituent la source d'information la plus fiable pour les Canadiens (Forum des politiques publiques, [Remettre le local au cœur des médias locaux](#), 2025). Les nouvelles locales tiennent les lecteurs et les auditeurs informés des affaires civiques, [encouragent la participation aux élections](#), fournissent des conseils en matière de sécurité publique en cas d'urgence, contribuent à [responsabiliser les élus locaux et rapprochent les Canadiens de leur communauté](#).

Les nouvelles locales jouent un rôle important dans le maintien de la démocratie canadienne et la lutte contre la polarisation politique. Sans soutien et financement adéquats, les médias locaux ont toutefois vu leur capacité à fournir une couverture médiatique et des programmes dont les communautés bénéficient diminuer.

Comment les fondations communautaires se mobilisent

En 2024, le Centre s'est associé à l'Université Concordia et au PhiLab de l'UQAM pour mener, en 2024-2025, une nouvelle étude sur le rôle potentiel des fondations communautaires et autres organismes dans le soutien aux informations locales et au journalisme. Le document de recherche qui en a résulté, rédigé par Magda Konieczna et Jessica Botelho-Urbanski, s'intitule « [In Defense of the Local: How Community Foundations across Canada are Supporting Local News, and how this can Grow into a Movement](#) » ([À la défense du local : comment les fondations communautaires canadiennes soutiennent les informations](#)).

Cette étude a mis en évidence comment la Winnipeg Foundation, la Toronto Foundation, la Vancouver Foundation, l'Edmonton Community Foundation et la Fondation du Grand Montréal ont chacune trouvé des moyens uniques de soutenir les médias d'information locaux. Le rapport présente 13 recommandations visant à renforcer les relations entre les fondations communautaires et les médias d'information locaux, qui sont axées sur les conclusions de ces études de cas, notamment :

- « Engagez-vous à œuvrer pour le bien grâce à vos dépenses publicitaires (...) »
- Faites preuve de créativité en matière de propriété et de dotation (...)
- Créer un fonds de soutien aux informations locales (...)
- Créer un groupe de soutien au journalisme composé de bailleurs de fonds et solliciter leur aide (...)
- Veiller à ce que les bénéficiaires de subventions aient des garanties d'indépendance éditoriale (...)
- Avoir une conversation franche avec les donateurs de votre communauté sur l'importance de soutenir le journalisme. »

Pour approfondir ces conclusions, le Centre a rencontré la Fondation Inspirit et les Fondations communautaires du Canada en 2025 afin de susciter un débat plus large sur les moyens dont

disposent les fondations communautaires pour soutenir le journalisme local. Le travail mené par les Fondations communautaires du Canada avec leurs membres se poursuit.

Le leadership dans le secteur philanthropique provient de nombreuses sources

Depuis plusieurs années, la Fondation Inspirit s'emploie activement à mieux comprendre et à renforcer le rôle des organisations philanthropiques qui soutiennent les informations locales. La publication de la Fondation Inspirit de 2023, intitulée [« Financer le journalisme : un guide pour la philanthropie canadienne »](#), est la première du genre au Canada et contient des renseignements pratiques et des outils destinés aux fondations souhaitant financer le journalisme. Elle a été élaborée en collaboration avec le Local News Research Project de l'Université métropolitaine de Toronto et Fondations Philanthropiques Canada. Plus récemment, en février 2026, [Inspirit a annoncé les lauréats de son Fonds Avenir Média](#), un fonds commun visant à apporter un soutien pluriannuel aux médias d'information indépendants au Canada. Des initiatives comme celle-ci montrent qu'il peut y avoir des réelles retombées philanthropiques lorsque les fondations communautaires travaillent ensemble pour mettre en œuvre des programmes à l'échelle du Canada. Ce fonds est le fruit d'un travail approfondi et soutenu mené par Inspirit dans ce domaine, et il a ouvert la voie à l'engagement d'autres organisations philanthropiques. La [première phase de financement a été annoncée](#) : six lauréats ont reçu un total de 1,875 million de dollars, ce qui représente un investissement philanthropique historique dans les médias indépendants au Canada.

La Fondation Rideau Hall (FRH) s'est également montrée active dans le soutien au journalisme local canadien. En collaboration avec la Fondation des prix Michener (FPM) et le Forum des politiques publiques (FPP), elle a organisé deux symposiums à Charlottetown, l'Île-du-Prince-Édouard, sur le thème « Ramener le local dans les nouvelles locales » en 2024 et 2025. À la suite de la conférence de 2024, la FRH et la FPM ont donné leur appui au rapport du Forum des politiques publiques intitulé [« Remettre le local au cœur des média locaux »](#), qui présentait des données et des tendances sur le journalisme local au Canada, ainsi que cinq études de cas et des recommandations à l'intention des philanthropes et des décideurs politiques. La conférence de 2025 s'est conclue par un engagement de la part de fondations de tout le pays à utiliser la philanthropie pour soutenir le journalisme dans leurs communautés. En novembre 2025, la FRH, la FPM et le FPP ont lancé un bulletin hebdomadaire sur l'état des informations locales au Canada, qui promet de tenir les parties prenantes informées des dernières nouveautés dans le secteur.

4. Intelligence artificielle, technologie et soutien des nouvelles

L'IA et le problème de la provenance des contenus

Les progrès de l'intelligence artificielle générative ont accéléré la production, la modification et la diffusion de contenus numériques synthétiques à une échelle sans précédent. Si ces outils élargissent les possibilités créatives et communicatives, les hypertrucages, les enregistrements audio synthétiques et les images manipulées ne sont plus seulement des risques émergents : ce sont désormais des outils actifs de désinformation, d'ingérence électorale et d'érosion de la confiance dans le journalisme et les institutions démocratiques.

Des incidents comme le « [Kirkland Lake Bot](#) » et la multiplication des publicités générées par l'IA imitant les médias d'information lors de la dernière élection fédérale mettent en évidence les défis majeurs auxquels sont confrontés la société démocratique et l'intégrité électorale du Canada. Le Réseau canadien de recherche sur les médias numériques a constaté que [80 % des Canadiens se disaient préoccupés par le contenu trompeur généré par l'IA et la désinformation alimentée par l'IA](#), qu'ils considéraient comme un défi majeur lors de l'élection fédérale de 2025. Pour jouer un rôle de premier plan à l'échelle mondiale, le Canada doit d'abord sécuriser son environnement informationnel contre les menaces asymétriques. Sans mécanismes robustes permettant de vérifier l'authenticité des contenus numériques, le pays reste vulnérable à des manipulations qui compromettent sa souveraineté et la sécurité publique.

Des normes techniques telles que celles de la [Coalition for Content Provenance and Authenticity \(C2PA\)](#) sont apparues comme un remède à ce problème. Ces normes permettent aux créateurs et aux organes de presse d'associer au contenu des « certificats de naissance numériques » vérifiables par cryptographie. Cependant, les capacités techniques seules ne suffisent pas. Pour les médias d'information, une provenance fiable sert d'outil de vérification des faits. Pour le grand public, l'efficacité de la provenance dépend de son adoption systématique et de son affichage clair sur toutes les plateformes. À l'heure actuelle, les plateformes varient considérablement quant à la manière dont elles conservent, mettent en avant ou vérifient les informations de provenance. En conséquence, la provenance reste fragmentée : elle est souvent invisible pour les utilisateurs, son incidence sur le public limitée.

[Le Centre canadien de cybersécurité](#) présente la norme C2PA comme une norme technique émergente essentielle que les organisations devraient envisager d'adopter afin de fournir les « justificatifs » cryptographiques nécessaires pour garantir la confiance du public à l'ère de la désinformation générée par l'IA. Cela reflète une prise de conscience plus large au sein du gouvernement selon laquelle la transparence technique pourrait compléter les interventions politiques. Bien qu'il n'existe aucune loi ou projet de loi fédéral ou provincial canadien mentionnant explicitement la « provenance des données », certaines mesures législatives, comme [le projet de loi 64 \(loi 25\) du Québec](#), intègrent des principes qui favorisent le suivi de l'origine et des mouvements des données. Le gouvernement fédéral encourage également les organisations à ne pas se fier uniquement à la journalisation interne, mais à adopter [la provenance publique du contenu](#) afin de vérifier l'origine et l'historique de leurs informations pour les publics externes, ce qui intègre des principes favorisant le suivi de l'origine et des mouvements des données.

En pratique, les radiodiffuseurs publics canadiens ont une longueur d'avance. Radio-Canada/CBC, leader incontesté et pionnier de l'adoption de la C2PA, ainsi que d'autres membres du DG8¹, affirment [utiliser la norme Content Credentials pour préserver la liberté d'information](#). Google Canada, [en réponse aux questions du directeur général des élections du Canada, Stéphane Perrault, concernant la désinformation sur les plateformes numériques pendant les élections](#), a écrit : « Nous continuerons à étendre son application à davantage de produits et de cas d'utilisation au fil du temps et à encourager davantage de fournisseurs de services et de matériel à adopter la norme Content Credentials de la C2PA. »

Malgré ces engagements et ces premières mesures, un écart important subsiste entre les ambitions politiques et la réalité sur le terrain. Alors que de grandes plateformes canadiennes

¹ Le DG8 regroupe huit organismes internationaux de médias de service public provenant d'Australie (ABC), du Canada (Radio-Canada/CBC), de France (France Médias Monde), d'Allemagne (Deutsche Welle), du Japon (NHK WORLD-JAPAN), de Suisse (SRG SSR), du Royaume-Uni (BBC World Service) et des États-Unis (U.S. Agency for Global Media).

telles que Radio-Canada ont exprimé leur soutien à des normes comme la C2PA, les défis pratiques liés à la mise en œuvre — causés par les mesures incitatives des plateformes, les contraintes techniques et les modèles économiques mondiaux — menacent de compromettre les progrès.

Essentiellement, les mesures incitatives des plateformes sont souvent dictées par des modèles économiques mondiaux qui divergent des priorités politiques nationales, ce qui entraîne la suppression systématique des métadonnées. Au-delà de ces raisons opérationnelles, les plateformes cherchent également à limiter leur responsabilité juridique. En supprimant les données de provenance, elles peuvent rester des hébergeurs neutres plutôt que des vérificateurs de l'authenticité du contenu. Cela les protège contre d'éventuelles poursuites judiciaires liées à la désinformation ou aux hypertrucages. Par conséquent, l'infrastructure nécessaire pour soutenir des normes telles que la C2PA, y compris la vérification, le stockage et l'affichage des renseignements d'identification à grande échelle, est jugée trop complexe. Ce refus stratégique de l'intégration technique crée un écosystème fragmenté où la préservation de l'intégrité du contenu passe après les impératifs de réduction des coûts et de protection juridique.

De plus, les petits organismes médiatiques et les créateurs indépendants peuvent se heurter à des obstacles à l'adoption des technologies de provenance, notamment la complexité technique et les contraintes de ressources. Sans une conception minutieuse, les cadres de provenance risquent de renforcer les inégalités existantes au sein de l'écosystème de l'information.

Ensemble, ces facteurs créent un sentiment d'urgence. Il est temps que les institutions publiques canadiennes et les fournisseurs de technologies agissent de manière proactive en élaborant une approche coordonnée qui harmonisent les positions des parties prenantes et établit des normes avant que la réglementation ne les y oblige.

Le Centre publiera prochainement un rapport sommaire présentant les conclusions d'un atelier sur ce sujet, auquel ont participé des technologues, des journalistes indépendants, des spécialistes de la provenance médiatique, des éditeurs de presse, des annonceurs et des décideurs politiques lors du sommet DemocracyXChange 2026 à Toronto.

Souveraineté numérique

Les géants technologiques étrangers dominent la manière dont les Canadiens se connectent, communiquent entre eux et s'informent, en promettant un accès facile à l'information, une connectivité avec le monde et des fonctionnalités d'utilisateur qui s'améliorent grâce aux innovations technologiques. Toutefois, ces monopoles peuvent également être une source d'ingérence qui compromet les communications du Canada, ainsi que sa souveraineté politique et économique. Les risques associés à ce type d'ingérence comprennent : le remplacement des plateformes locales; le fait de contraindre les organes de presse canadiens cherchant à atteindre un public national à passer par eux; l'extraction de la valeur; et le conditionnement des flux de contenu, de trafic et d'argent au sein de marchés numériques monopolisés.

Les participants aux réunions organisées par le Centre ont proposé la création d'un fonds canadien pour la souveraineté numérique. Ce fonds permettrait de mettre en place des espaces publics numériques, des réseaux et des outils susceptibles d'offrir des alternatives locales aux services des géants technologiques étrangers. Ces réseaux et outils contribueraient à leur tour à renforcer l'indépendance et la viabilité de la culture et des médias canadiens, à refléter les valeurs canadiennes et à consolider les écosystèmes locaux et l'innovation. Les retombées et

les résultats potentiels de ces instruments s'inscrivent dans la lignée d'autres initiatives d'infrastructures publiques qui voient le jour en cette période de transformation du domaine numérique. [Dans une récente réflexion sur les politiques](#), la présidente de l'UÉADO, Ana Serrano, a décrit comment des « communs numériques de l'IA » pourraient transformer le secteur créatif et a énuméré les avantages suivants qu'une telle transformation apporterait : « une large participation, une prospérité partagée, une vitalité culturelle et la confiance civique ».

La dépendance vis-à-vis des géants technologiques étrangers est considérée comme une contrainte et un handicap, en particulier pour les médias d'information, les arts et la culture, les archives, les bibliothèques et les éditeurs. Le fonds canadien pour la souveraineté numérique soutiendrait la création d'outils et d'infrastructures canadiens afin de réduire ces dépendances. Il pourrait le faire, par exemple, en soutenant la mise au point :

- d'agrégateurs et de réseaux locaux;
- de moteurs de recherche fédérés et de réseaux sociaux;
- de ressources ouvertes et d'outils à usage général;
- de réseaux et services de distribution de contenu;
- d'un nuage souverain, de calcul en IA, de modèles ou d'applications;
- d'outils de monétisation ouverts, pour les abonnements, les dons et les micropaiements;
- de conceptions favorisant la traduction, le multilinguisme et la diversité.

Tous ces éléments d'un écosystème numérique canadien contribueraient à l'indépendance des organes de presse et pourraient renforcer la confiance dans les médias.

Ce fonds pour la souveraineté numérique a été proposé par les participants à l'atelier DemocracyXChange 2025 du Centre de politique culturelle, dans le but d'être financé par la taxe sur les services numériques. Cette taxe devant être abrogée, d'autres sources de revenus pourraient être envisagées puisque le gouvernement du Canada a fait de la souveraineté culturelle canadienne, l'identité numérique et l'innovation dans les infrastructures technologiques des priorités.

Conclusion : quel soutien gouvernemental est nécessaire pour assurer un avenir durable

À l'issue de leurs rencontres, le Centre et ses partenaires ont défini six domaines clés de priorité politique pour améliorer la durabilité du secteur :

1. Examiner les limites et les réformes possibles de l'Initiative fédérale pour le journalisme local (IJL);
2. Renforcer le rôle de la philanthropie, et plus particulièrement des fondations communautaires, dans le soutien aux informations locales;
3. Coordonner et investir dans la collecte de données, la recherche et l'évaluation;
4. Renforcer l'application des crédits d'impôt fédéraux et d'autres outils fiscaux;
5. Améliorer la souveraineté numérique du Canada et réduire la dépendance des médias canadiens vis-à-vis des technologies étrangères;
6. Élaborer une stratégie coordonnée pour établir la provenance des contenus générés par l'IA.

Annexe : Chronologie des travaux du Centre de politique culturelle sur le journalisme local

Printemps 2024

- Le Centre s'est associé à Indiegraf pour organiser un atelier réunissant des journalistes indépendants, des éditeurs de presse, des bailleurs de fonds, des philanthropes, des chercheurs et des décideurs politiques lors du sommet DemocracyXChange 2024 à Toronto. Cette rencontre s'est concentrée sur [les moyens d'améliorer le soutien apporté aux médias indépendants et aux organes de presse en phase de démarrage et de développement](#). Il s'agissait notamment de déterminer comment garantir que les communautés vulnérables et en quête d'équité aient accès à des conditions et des avantages adéquats pour accroître leur portée; comment s'assurer que les prochaines étapes de la mise en œuvre du projet de loi C-18 aient une incidence positive sur le journalisme indépendant; et comment les participants à l'atelier pourraient s'organiser afin de faire valoir la contribution du journalisme indépendant à une démocratie saine. Cette rencontre a servi de cadre pour réfléchir à des solutions à ces problèmes et a contribué à la création ultérieure du Collectif canadien de journalisme.

Printemps 2025

- Le Centre a soutenu une étude menée par l'Université Concordia et PhiLab de l'UQAM sur le rôle que les fondations communautaires et d'autres organismes peuvent jouer dans le soutien aux informations et au journalisme locaux, qui a abouti à un article de recherche de Magda Konieczna et Jessica Botelho-Urbanski intitulé « [In Defense of the Local: How Community Foundations across Canada are Supporting Local News, and how this can Grow into a Movement](#) » (À la défense du local : comment les fondations communautaires canadiennes soutiennent l'information locales, et comment cela peut se transformer en un mouvement).
- Le Centre a de nouveau contribué au programme du sommet DemocracyXChange en avril 2025. Il a organisé un [atelier sur la construction de voies pour soutenir les informations et le journalisme à l'échelle locale au Canada](#) et a recueilli des propositions et des mesures à prendre afin de rédiger une série de priorités stratégiques clés (présentées ci-dessous). Plus de 40 responsables de médias indépendants, bailleurs de fonds, chercheurs, philanthropes, journalistes et décideurs politiques travaillant dans les deux langues officielles au Canada se sont réunis pour dialoguer, apprendre et partager leurs expériences.

Été 2025

À l'été 2025, le Centre de politique culturelle et ses partenaires ont défini cinq domaines stratégiques prioritaires dans ce domaine :

- Examiner les limites et les réformes possibles de l'Initiative fédérale pour le journalisme local (IJL) ;
- Renforcer le rôle de la philanthropie, et plus particulièrement des fondations communautaires, concernant le soutien des informations locales;;
- Coordonner et investir dans la collecte de données, la recherche et l'évaluation;

- Renforcer l'application des crédits d'impôt fédéraux et d'autres outils fiscaux;
- Renforcer la souveraineté numérique du Canada et réduire la dépendance des médias canadiens vis-à-vis des technologies étrangères.

Au cours des mois qui ont suivi, le Centre a convié 20 participants à l'atelier DemocracyXChange et former cinq groupes de travail pour créer ainsi des occasions de collaboration et d'engagement jusqu'à la fin de l'année. Les groupes ont ainsi pu se concentrer sur des questions précises et entrer en contact avec des partenaires possibles afin de réfléchir ensemble et de trouver conjointement des solutions liées aux domaines prioritaires indiqués ci-dessus.

Printemps 2026

- Le Centre s'est associé à Radio-Canada/CBC pour organiser un atelier et une table ronde sur les normes de provenance des contenus générés par l'IA, qui réunissait des technologues, des journalistes indépendants, des spécialistes de provenance médiatique, des éditeurs de presse, des annonceurs et des décideurs politiques lors du sommet DemocracyXChange 2026 à Toronto. Cette rencontre s'est concentrée sur les attentes de base qui devraient guider l'adoption et l'utilisation de la provenance des contenus au Canada. Le Centre publiera prochainement un rapport sommaire présentant les conclusions de cette séance.